



# Ville de RIEDISHEIM

## Marché Public de Travaux

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)  
Projet de construction d'un nouveau COSEC à Riedisheim  
Phase 1 : Travaux de désamiantage et de déconstruction du COSEC  
existant.

Pouvoir Adjudicateur – Maitre d'ouvrage

---

Ville de Riedisheim 10, rue du Général de Gaulle  
68400 RIEDISHEIM

Représentant du Pouvoir Adjudicateur

---

Monsieur le Maire de la Ville de RIEDISHEIM

Opération suivie par :

---

Bureau d'étude bâtiment – Ville de Riedisheim

## SOMMAIRE

<b>1 – GENERALITES</b>	<b>P.4</b>
1.1 Champs d'application	
1.2 Tranche et lots	
1.3 1Intervenants	
1.4 Obligations générales des parties	
1.5 Pièces contractuelles	
1.6 Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité	
1.7 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	
1.8 Protection de l'environnement, sécurité et santé	
1.9 Assurances	
<b>2 PRIX ET REGLEMENT</b>	<b>P. 8</b>
2.1 Contenu et caractère des prix	
2.2 Rémunération du titulaire et des sous-traitants	
2.3 Modalités de règlement des comptes	
2.4 Modalités de fixation des prix et prestations supplémentaires ou modificatives	
2.5 Diminution du montant des travaux	
2.6 Changement de l'importance des diverses natures d'ouvrage	
<b>3 DELAIS et PENALITES</b>	<b>P.13</b>
3.1 Fixation et prolongation des délais	
3.2 Pénalités, primes et retenues	
<b>4 REALISATION DES OUVRAGES</b>	<b>P. 15</b>
4.1 Développement durable	
4.2 Provenance des matériaux et produits	
4.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	
4.4 Préparation des travaux	
4.5 Etudes d'exécution	
4.6 Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier	
4.7 Nettoyage du chantier et gestion des déchets	
4.8 Documents fournis après exécution	
<b>5 RECEPTION ET GARANTIES</b>	<b>P. 19</b>
5.1 Contrôle et réception des travaux	
5.2 Garanties contractuelles	
<b>6 PROPRIETE INTELLECTUELLE</b>	<b>P. 20</b>
<b>7 RESILIATION</b>	<b>P.21</b>
7.1 Principes généraux	
7.2 Cas de résiliation du marché	
7.3 Opération de liquidation	

7.4 Mesures coercitives

7.5 Ajournement et interruption des travaux

8	DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	P.21
9	CLAUSE DE REEXAMEN	P. 21
10	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	P.22

## 1. GENERALITES

### 1.1. Champs d'application

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent le(s) marché(s) relatif(s) aux travaux de l'opération suivante :

**Projet de construction d'un nouveau COSEC à Riedisheim..**

**Phase 1 : Désamiantage et déconstruction du COSEC existant.**

Localisation : 10 rue du collège – 68400 RIEDISHEIM.

La phase 2, travaux débutera en octobre 2025 à l'issue de la phase de démolition. La livraison du nouveau bâtiment est prévue en septembre 2027.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Le présent CCAP est rédigé à l'appui du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux (CCAG-travaux) dans sa version en vigueur au moment de la consultation.

Le présent marché est passé sous la forme d'une d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R..2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique (CCP).

### 1.2. Tranche et lots

#### 1.2.1. Décomposition en tranches :

Sans objet.

#### 1.2.2. Décomposition en lots

Sans objet.

Justifications pour le non allotissement : L'allotissement ajouterait de la complexité à l'exécution des prestations.

### 1.3. Intervenants

#### POUVOIR ADJUDICATEUR

**Ville de RIEDISHEIM**

10, rue du Général de Gaulle

68400 RIEDISHEIM

**Représenté par : Monsieur Loïc RICHARD, Maire**

**Conducteur d'opération : Néant**

**Opération suivie par :**

Bureau d'étude bâtiment – ville de Riedisheim.

## 1.4. Obligations générales des parties

### 1.4.1. Forme des notifications et informations

En complément de l'article 3.1.1 du CCAG travaux, la notification des informations qui font courir un délai sera réalisée par priorité par échange dématérialisé avec accusé réception électronique via le profil acheteur de la Ville de Riedisheim, sinon sur support papier, avec si nécessaire un AR.

Par dérogation à l'article 3.1.2. du CCAG travaux les parties sont réputées avoir reçu cette notification, à défaut de consultation dans un délai de 2 jours ouvrés, à compter de la mise à disposition du document sur le profil acheteur à l'issue de ce délai.

La notification du présent marché, et ses éventuels actes modificatifs, sera effectuée par le service marchés publics et se fera par voie électronique à l'adresse du dépôt de son offre sur le profil acheteur de la ville de Riedisheim.

Cette notification comprendra les pièces constitutives du marché et notamment l'acte d'engagement signé électroniquement des deux parties (ou à défaut de signature électronique, signature originale manuscrite des deux parties), ainsi qu'une lettre de notification signée électroniquement.

### 1.4.2. Groupement d'opérateurs économiques (art. R2142-19 à 27 du CCP)

Quelle que soit la forme du groupement retenue par le candidat, le mandataire devra obligatoirement être responsable solidairement de l'ensemble des autres membres du groupement.

### 1.4.3. Sous-traitance (L2193-1 à 14 et R2193-1 à 22, art. 3.6.1 et 2/10-8 du CCAG-Travaux)

En application des articles L2193-2 et 4 du CCP, le titulaire et/ou l'un de ses cotraitants, ne peut sous-traiter qu'une partie de son marché et ceci après **autorisation préalable expresse** du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire et uniquement au titulaire, l'exemplaire de l'acte spécial de sous-traitance qui lui revient.

Le titulaire sera chargé de communiquer une copie de cette notification à ses sous-traitants.

Par dérogation aux articles 52.1 et 19.2.1 du CCAG travaux, en cas de non déclaration d'un sous-traitant par le titulaire du marché au maître d'ouvrage dans un **délai de 7 jours calendaires avant son arrivée sur le chantier**, il sera appliqué, sans mise en demeure préalable et sans exonération, une **pénalité forfaitaire de 1 000,00 € HT par sous-traitant non déclaré**.

### 1.4.4. Ordres de service

En application de l'article R2122-7 du CCP, un marché de prestations similaires pourra être conclu si nécessaire par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG travaux, tout ordre de service introduisant un changement au contrat doit faire l'objet d'une notification émanant du pouvoir adjudicateur.

Un titulaire qui interviendrait sur la base d'un ordre de service émanant du maître d'œuvre qui ne serait pas accompagné d'une notification du maître d'ouvrage, ne sera pas réglé du montant supplémentaire auquel il souhaiterait prétendre.

### 1.4.5. Bons de commande

Les travaux supplémentaires qui pourront être amenés à être réalisés pour donner suite aux diagnostics complémentaires feront l'objet d'un bon de commande spécifique se basant sur le bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'entreprise joint lors de sa réponse à la consultation.

Montant minimum : sans. Le titulaire n'aura donc aucun droit à indemnisation en l'absence de commandes.

Montant maximum : 500 00,00 € HT

Le montant maximum de commandes représente la limite supérieure des obligations susceptibles d'être mises à la charge du titulaire par le biais de bons de commande.

Aucune indemnité de dédit ne sera alors versée au titulaire.

#### 1.4.6. Contrôle technique

Les travaux sont soumis au contrôle technique prévu par le titre II de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

La mission confiée par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique porte sur la solidité des ouvrages et la sécurité des personnes.

Les ouvrages à construire constituent un établissement recevant du public au sens de l'article R 123-2 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Le contrôle technique est assuré par : BTP CONSULTANTS

Missions confiées :

- Missions de base L, LE, SEI, PS, HAND
- Missions complémentaires PI, F, Ph, Th, Hys, DEM
- Mission non normalisée de type PV
- Etablissement du certificat de conformité électrique
- Rapport de vérification initiale des installations électriques
- Rédaction de l'attestation d'accessibilité
- Rédaction de l'attestation parasismique
- Attestation de prise en compte de la réglementation thermique.

#### 1.4.7. Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé

Les travaux sont soumis à une coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé

L'opération est classée en 2<sup>ème</sup> catégorie au sens de l'article R238-8 du Code du Travail.

La coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (S.P.S.) désignée par le maître d'ouvrage est : ALPES CONTROLES

La coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (S.P.S.) est désignée par le maître d'ouvrage.

#### 1.4.8. Ordonnancement, Pilotage et Coordination (O.P.C.)

Bureau d'étude bâtiments – ville de Riedisheim

#### 1.4.9. Autres intervenants

Diagnostic amiante réalisé par : CABINET CHRYSOTILE

Diagnostic PEMD réalisé par : ALPES CONTROLE

Fiches produits réemploi réalisés par : BOMA.

### 1.5. Pièces contractuelles

#### 1.5.1. Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4 du CCAG travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

#### Pièces particulières :

☒ Le présent acte d'engagement et ses annexes (mise au point éventuelle, DPGF\*, BPU...);

- ☒ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- ☒ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (diagnostic amiante, diagnostic PEMD, annexes réemploi, pièces graphiques, PGCSPPS, RICT...);
- ☒ Le calendrier détaillé d'exécution (planning) ;
- ☒ Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG- travaux) dans sa version en vigueur au moment du lancement de la consultation ;
- ☒ Les normes françaises et européennes, textes réglementaires en vigueur et le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS/DTU), tels qu'ils sont énumérés à l'annexe n°1 de la circulaire du Ministère de l'Economie et des Finances en date du 19 juillet 1988, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe n°2 de ladite circulaire ;
- ☒ Le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- ☒ L(es) éventuel(s) contrat(s) de sous-traitance ;
- ☒ L'offre technique du titulaire, y compris les compléments éventuels apportés par le titulaire en cas de demande de compléments d'information, l'ensemble devant impérativement être rédigé dans la « trame de mémoire technique » fournie dans le dossier ;

\* La DPGF est un document contractuel utilisé uniquement pour le contrôle des situations de travaux et l'évaluation éventuelle de travaux en plus ou en moins.

Les erreurs qui peuvent être relevées dans ce devis après la remise des offres ne peuvent en aucun cas conduire à la modification du forfait porté à la soumission.

Les quantitatifs mentionnés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire sont donnés à titre indicatif.

Les Prix Unitaires renseignés par le candidat dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire sont contractuels.

### **Pièces générales :**

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, officiel par arrêté en date du 30 mars 2021. (JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021) modifié par arrêté du 30 septembre 2021. (JORF n° 0234 du 07 octobre 2021).
- Les Cahiers des Clauses Techniques Général (CGTC), applicables aux prestations faisant l'objet du présent marché ;
- Les normes françaises et européennes, textes réglementaires en vigueur et le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS/DTU), tels qu'ils sont énumérés à l'annexe n°1 de la circulaire du Ministère de l'Economie et des Finances en date du 19 juillet 1988, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe n°2 de ladite circulaire,
- Le règlement de sécurité incendie dans les établissements recevant du public ;
- Les règles professionnelles sous l'égide de la F.N.B.T.P.
- Et en règle générale toutes les réglementation en vigueur.

Nota : ces pièces ne sont pas annexées au dossier. Ces documents sont réputés connus et la liste de ces documents n'est pas exhaustive.

#### **1.5.2. Pièces à remettre au titulaire. Cession ou nantissement de créances**

Par dérogation à l'article 4.2. du CCAG Travaux, la notification du marché effectuée suivant les modalités de l'article 1.4.1 du présent CCAP, comprend les seuls fichiers électroniques, délivrés sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces particulières constitutives du marché.

## **1.6. Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité**

### **1.6.1. Obligation de confidentialité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

### **1.6.2. Protection des données à caractère personnel**

En complément de l'article 5.2. du CCAG Travaux, sont notamment visés les comptes-rendus de chantier comprenant les coordonnées personnelles des personnes physiques intervenant sur le chantier.

## **1.7. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG Travaux, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles, sont demandées par le titulaire pour donner lieu à la signature d'un acte modificatif unilatéral, par le maître d'ouvrage.

## **1.8. Protection de l'environnement, sécurité et santé**

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG Travaux, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de l'environnement, la sécurité ou la santé en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles, sont demandées par le titulaire pour donner lieu à la signature d'un acte modificatif unilatéral, par maître d'ouvrage.

## **1.9. Assurances**

Par dérogation à l'article 8.1 du CCAG Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, au plus tard avant la notification du contrat, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et ce, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **2. PRIX ET REGLEMENT**

### **2.1. Contenu et caractère des prix**

Contenu des prix :

Les prix du marché sont établis en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution des travaux.

En complément de l'article 9.1. du CCAG Travaux, les offres sont établies en EURO et tiennent compte :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé.



En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le maître d'ouvrage, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice, ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

#### 2.1.1. Distinction entre prix forfaitaires et prix unitaires :

Le présent marché est conclu à prix mixte. L'ensemble des travaux sont conclus à prix global et forfaitaire, à l'exception de certains travaux non maîtrisés à ce jour en termes de quantité et qui seront traités à prix unitaires, à partir du bordereau des prix unitaires (BPU).

##### - **Marché à prix global et forfaitaire :**

La DPGF devra être complétée par le candidat intégralement, tant au niveau des prix qu'au niveau des quantités, en s'appuyant sur :

- l'analyse des éléments du dossier de consultation,
- les éléments relevés lors de la visite sur site,
- les réponses apportées par le maître d'ouvrage lors de la phase de consultation,

Les candidats sont invités à faire part au maître d'ouvrage de toute ambiguïté, toute erreur ou omission lors de l'étude du dossier, qui leur seraient nécessaire pour l'établissement de la DPGF.

Le candidat s'engage sur l'ensemble de la DPGF complétée par ses soins.

Le marché est forfaitaire pour une partie des prestations prévues et décrites au CCTP. La décomposition du prix forfaitaire joint au présent DCE ne sera considérée comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des acomptes et pour l'établissement d'éventuels modificatifs de marché.

##### - **Marché à bons de commande avec un maximum fixé en valeur :**

Le marché comporte une partie à bons de commande avec un montant maximum de 500 000 € HT.

Le prestataire est rémunéré par le maître d'ouvrage sur les bases suivantes : application des prix unitaires tels que fixés dans le bordereau de prix aux quantités de prestations commandées par le maître d'ouvrage. Le bordereau de prix identifie les prix établis sur la base du CCTP et ses annexes..

Les travaux supplémentaires qui pourront être amenés à être réalisés pour donner suite aux diagnostics complémentaires feront l'objet d'un bon de commande spécifique se basant sur le BPU de l'entreprise joint lors de sa réponse à la consultation.

De même, il est demandé à l'entreprise de chiffrer dans le BPU le surcoût ou la moins-value lié aux opérations de réemploi décrite dans le CCTP (annexe au CCTP). Les surcoûts ou les moins-values sont calculés en fonction des prestations de curage classique chiffrées dans la DPGF.

Sont réputés des plus-values :

- Toutes les opérations supplémentaires nécessaires à la dépose soignée, à la manutention et au stockage des matériaux destinés au réemploi et non pris en compte dans les opérations de curage classique

Sont réputés des moins-values :

- Toutes les opérations évitées grâce au réemploi : mise en déchet, transport, location de benne...

Les travaux réalisés par l'entreprise sont rémunérés par l'application des prix unitaires définis dans le BPU. Les prix du BPU sont fermes et non actualisables.

#### 2.1.2. Décomposition et sous-détails des prix :

Par dérogation à l'article 9.3.4 du CCAG travaux, le sous-détail de prix unitaires sera à transmettre dans un délai maximum de 8 jours ouvrés.

#### 2.1.3. Variation dans les prix :

En application des articles 12.1.7 CCAG Travaux, l'entreprise calcule le coefficient d'actualisation ou de révision des prix et le montant en résultant, et 12.1.9. CCAG Travaux, le maître d'œuvre l'accepte ou le rectifie.

##### 2.1.3.A. Prix fermes

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG Travaux, les prix unitaires et forfaitaires sont fermes et pourront toutefois être actualisables s'il s'écoule un délai de 3 mois entre la date d'établissement du prix, réputée à la date limite de réception de l'offre établie dans l'avis de publicité ou le document de consultation le cas échéant, et la date de début d'exécution des prestations attestée au vu du planning d'exécution joint à l'ordre de service de lancement initial.

Les modalités d'application de l'actualisation s'effectuent dans les conditions suivantes :

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$P = PO \times (Im-3 / IO)$$

Dans laquelle :

- PO = prix initial du lot HT figurant à l'Acte d'engagement
- P = prix actualisé HT
- IO = valeur de l'index d'origine du lot concerné au mois MO
- m : mois de début d'exécution des prestations,
- Im-3 = valeur de l'index de référence au mois « 3 » diminué de 3 mois (sous réserve que le mois « m » du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté de 3.)
- Les coefficients d'actualisation sont arrondis au millième supérieur (3 chiffres après la virgule).
- L'actualisation définitive est calculée à l'occasion de l'établissement du premier état d'acompte suivant la publication de l'index définitif.

#### Modalités d'application :

Les dispositions de l'article 10.5 du CCAG Travaux s'appliquent.

##### 2.1.3.B. Choix de l'index :

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation du prix des travaux est l'index national BT 01.

##### 2.1.3.C. Application de la TVA

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

## **2.2. Rémunération du titulaire et des sous-traitants**

#### 2.2.1. Avance

Par dérogation à l'article 10.1. du CCAG Travaux, l'option retenue dans le cadre du présent marché est l'option B.

En application des articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la Commande Publique, une avance pourra être versée au titulaire dès la notification du marché, à condition que ce dernier l'ait acceptée expressément à l'acte d'engagement, et que le montant du marché soit > à 50 000 € HT et son délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le montant de l'avance est fixé à :

- ✓ 10 % du montant initial toutes taxes comprises (30% si le titulaire est une PME).

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Tel qu'autorisé dans le Code de la commande publique, le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande, à concurrence de 100% du montant de l'avance.

En application de l'article R2191-11 du CCP, le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance sera versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique

#### 2.2.2. Retenue de garantie

La garantie de parfait achèvement suivante est exigée :

- Garantie de parfait achèvement : retenue de garantie de 5% du montant initial du lot (taxes comprises) prélevée par fractions sur chacun des acomptes.
- La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas,
- Le titulaire ne pourra pas remplacer la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire.
- En cas de mise en place d'une caution, celle-ci devra être fournie à la première situation ou facture.
- Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. En cas de réserves, les conditions prévues à l'article R. 2191-42 du code de la commande publique sont d'application.

### 23. Modalités de règlement des comptes

#### 2.3.1. Demandes de paiement mensuelles, Acomptes mensuels, Demande paiement final, Décompte général définitif – Solde

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux non joint à la mise en forme des marchés. Les acomptes seront versés mensuellement.

### 2.3.2. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

En complément de l'article 12.5 du CCAG travaux, le présent marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement conjoint ou solidaire avec responsabilité solidaire du mandataire, dont les modalités sont annexées à l'acte d'engagement.

### 2.3.3. Facturation électronique

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7, R.2192.3 et D. 2192-1 et 2 du Code de la commande publique relatifs à la facturation électronique, les titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics doivent transmettre leurs factures sous forme électronique.

Une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat et dénommée « CHORUS PRO », permet le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

Cette obligation s'applique aux contrats en cours d'exécution ou conclus postérieurement au 1er janvier 2017 pour les grandes entreprises et les personnes publiques, et à partir du 1er janvier 2018 aux entreprises de taille intermédiaire ; du 1er janvier 2019 pour les PME et du 1er janvier 2020 pour les microentreprises.

Pour toute information quant à cette nouvelle méthode de facturation :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/facturation-electronique-mode-demploi-pour-les-pme/>

Ainsi, en complément de l'article 12.6 du CCAG Travaux, dans le cadre du marché cité en objet, vos factures dématérialisées adressées à la Ville de Riedisheim devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la Ville de Riedisheim en tant que destinataire de la facture : **21680271000014-**  
La référence que vous devrez saisir dans le champ « Engagement » de CHORUS PRO est le numéro de marché figurant dans l'acte d'engagement.

## **2.4. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

Par dérogation à l'article 13 du CCAG Travaux, tout ordre de service introduisant un changement au contrat doit faire l'objet d'une notification émanant du Maître d'Ouvrage qu'il s'agisse d'introduire des prix provisoires ou définitifs ou de toute autre modification contractuelle.

Un titulaire qui interviendrait sur la base d'un ordre de service émanant du maître d'œuvre qui ne serait pas accompagné d'une notification du maître d'ouvrage ne sera pas réglé du montant supplémentaire auquel il souhaiterait prétendre.

## **2.5. Diminution du montant des travaux**

Selon article 15 du CCAG Travaux.

## **2.6. Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage**

Par dérogation à l'article 13 du CCAG Travaux, tout ordre de service introduisant un changement au contrat doit faire l'objet d'une notification émanant du Maître d'Ouvrage qu'il s'agisse d'introduire des prix provisoires ou définitifs ou de toute autre modification contractuelle.

Un titulaire qui interviendrait sur la base d'un ordre de service émanant du maître d'œuvre qui ne serait pas accompagné d'une notification du maître d'ouvrage ne sera pas réglé du montant supplémentaire auquel il souhaiterait prétendre.

### 3. DELAIS et PENALITES

#### 3.1. Fixation et prolongation des délais

##### 3.1.1. Délais d'exécution

Le délai d'exécution du marché de base est de 4,5 mois (y compris l'élaboration du plan de retrait, son instruction et la préparation de chantier) avec démarrage en mars 2025 et une **réception impérativement et au plus tard le 31 juillet 2025**.

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

Le délai d'exécution du marché commence à courir à partir de la date de notification au titulaire du présent marché, notification qui sera accompagnée de l'ordre de service de démarrage.

Date prévisionnelle de notification du marché : mars 2025 (semaine 11/2025)

##### Période de préparation :

Délai d'exécution des travaux : 4,5 mois comprenant une période de préparation de : 3 semaines.

En complément de l'article 18.1.1. du CCAG Travaux, la période de préparation commence à partir de la date fixée dans l'ordre de service transmis à l'entreprise.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, aucun nouvel ordre de service sera émis à l'issue de la période de préparation : le délai d'exécution commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur intervenant le premier sur le chantier.

##### **Réactivité – engagement sur les délais :**

Le délai de la démolition du COSEC d'ici fin juillet 2025 est très contraint. Le titulaire est tenu de s'y conformer, et d'organiser son chantier pour respecter ce délai. Dans ces conditions, l'entreprise doit mettre les moyens humains et matériels nécessaires pour permettre une remise en état du site au plus tard le 31 juillet 2025.

Par ailleurs, Il est demandé au titulaire de s'engager en complément, dans le cadre de sa réponse sur les délais d'exécution du chantier et au respect de dates fixes d'intervention de démolition lourde, sur les délais suivants :

- Transmission sous 7 jours calendaires du Plan de Retrait après démarrage de la période de préparation (= qui correspond à la notification du marché) ;
- Planification 1 semaine à l'avance, avant démarrage des travaux, pour l'affichage des arrêtés et le constat de police de ces dits arrêtés ;
- Planification de la réalisation du constat visuel 2 semaines en amont de la fin des travaux de retrait des matériaux amiantés ;
- Planification du premier coup de pelle 2 semaines en amont pour permettre la communication de cette date aux élus et aux riverains ;

##### 3.1.2. Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

##### Intempéries :

Le nombre de journée d'intempéries réputées prévisibles, au sens de l'article 18.2.3 (premier alinéa) du C.C.A.G. Travaux est égal à zéro.

### 3.2. Pénalités, primes et retenues

#### 3.2.1. Généralités sur les pénalités :

Les dispositions de l'article 19.1 du CCAG Travaux s'appliquent à l'exception du point ci-après :

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard inférieures à 1 000,00 €.

#### 3.2.2. Pénalités de retard et retenues :

##### 3.2.2.A. Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG travaux, les pénalités applicables sont celles listées au sein du présent document.

Les pénalités s'entendent par jour calendaire de retard ou par constat. Elles s'appliquent dès le premier euro.

- Pénalités pour retard d'exécution :	100 €
- Retard dans l'installation ou le repliement des installations de chantier :	200 €
- Retard dans la libération des emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur :	50 €
- Retard dans la remise du plan de retrait	300 €
- Retard dans la remise et / ou la diffusion des plans de détail d'exécution :	80 €
- Retard dans la remise et / ou la diffusion des P.P.S.P.S. :	80 €
- Retard dans la remise et / ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement :	80 €
- Retard dans la production des devis des ouvrages non prévus :	50 €
- Retard dans le nettoyage du chantier :	cf. 4.7 CCAP
- Retard dans l'évacuation des gravois hors chantier :	cf. 4.7 CCAP
- Retard dans le nettoyage et la remise en état des surfaces :	cf. 4.7 CCAP
- Absence ou retard de plus de 15 mn à une réunion de chantier, d'études, de coordination :	50 €
- Retard dans la remise des DOE et les documents nécessaires à l'établissement du D.I.U.O. :	80 €
- Retard dans la remise des procès-verbaux suite aux essais C.O.P.R.E.C. :	50 €
- Sous-traitant non déclaré	cf. 1.4.3 CCAP
- Pénalités pour retard dans la levée de réserves	cf. 5.1.3 CCAP

#### **Pénalités pour non-respect des prescriptions de chantier :**

- Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène et la sécurité :	100 € / jour calendaire
- Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation du chantier :	500 € / jour calendaire
- Travaux sur le domaine public sans signalisation / défaut de clôtures :	500 € / jour calendaire
- Non réparation dans les 24 heures de clôtures détériorées	200 € / jour calendaire
- Véhicules non nettoyés et/ou mal chargés salissant les voies publiques	200 € / par camion et par trajet
- Non-respect du plan de circulation et de stationnement du chantier	200 € / constat d'infraction
- Nuisances sonores en-dehors des horaires de chantier et au-delà des limites prescriptives	500€ / constat d'infraction
- Prise d'eau sur les réseaux du maître d'ouvrage sans autorisation	500 € / constat d'infraction
- Bordereau de suivi de déchets non fourni ou mal renseigné	200 € / jour calendaire
- Stockage de produits ou matériels en zone interdite ou dans des conditions pouvant mettre en danger un ou plusieurs intervenants du chantier	500 € / jour d'infraction
- Dépôts de matériaux en dehors des zones prévues à cet effet, enfouissement ou brûlage de déchets	500 € / constat d'infraction
- Déversement de produits dangereux, toxiques ou polluants sur le sol ou dans les égouts	1000 € / constat d'infraction

- Retard sur le nettoyage de fin de chantier et la remise en état des lieux	200 € / jour calendaire
- Défaut de permis feu	250 € / constat d'infraction
- Pénalités en cas de manquement aux prestations de réemploi	300 € / matériaux dégradés ou manquants

Aucune TVA n'est appliquée sur les pénalités.

Les pénalités sont exclusives l'une de l'autre, en ce sens qu'elles peuvent se cumuler.

Les pénalités pourront être appliquées en cours de chantier.

### 3.2.2.B. Primes – clause incitative remise du plan de retrait.

Il est rappelé le délai très contraint de la démolition du COSEC. Pour ce faire, la remise du plan de retrait sous 7 jours à notification du marché (= ordre de service de démarrage).

Afin de réduire ce délai, une incitation financière est proposée au titulaire si ce dernier remet le plan de retrait pour validation au maître d'ouvrage sous un délai inférieur à 7 jours calendaires.

Le montant de la prime s'élève à 200 euros par jour gagné : par exemple, si le plan de retrait est remis sous 5 jours calendaires au lieu de 7, le titulaire percevra une prime de 200 € x 2 jours = 400 €.

Le cas échéant, cette prime sera notifiée par ordre de service pour permettre au titulaire de la facturer au maître d'ouvrage. Il est précisé que la prime n'est due que si le document remis est complet, exploitable et rédigé dans les règles de l'art.

## 4. REALISATION DES OUVRAGES

### 4.1. Développement durable

Conformément aux articles L2111-1 et L2112-2 du Code de la commande publique, cette consultation comporte des dispositions environnementales.

L'attention du titulaire est attirée sur les points suivants :

- La gestion des terres polluées et leurs mouvements
- La gestion des eaux de pluie

Il est demandé au titulaire d'assurer la sensibilisation de tout le personnel du chantier. L'information s'attachera à décrire les règles du chantier à faibles nuisances (tri des déchets, limitation de nuisances, limitation des consommations, etc.) et à faible impact environnemental.

Ainsi des mesures préventives et correctives devront être mises en œuvre concernant les aspects environnementaux suivants (liste non exhaustive) :

- L'insertion du chantier dans le site (signalisation, aménagement, propreté) ;
- Les émissions sonores ;
- La gestion et l'élimination des déchets de chantier ;
- Les rejets des effluents de chantier ;
- La pollution atmosphérique ;
- La consommation d'eau et d'énergies / réduction des GES.

## **4.2. Provenance des matériaux et produits**

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur, ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché, ou déroge aux dispositions des dites pièces.

## **4.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

- 4.3.1. Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. Travaux et des normes françaises et européennes techniques concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.
- 4.3.2. Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de ses fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.
- 4.3.3. Dans le cas d'utilisation de produits ou matériaux non traditionnels, ceux-ci devront soit être dotés d'Avis Technique en cours de validité, soit être cadrés par des règles professionnelles, soit être cadrés par un guide technique, et recevoir l'accord du maître d'œuvre et du contrôleur technique.

## **4.4. Préparation des travaux**

### **4.4.1. Période de préparation**

Conformément à l'article 3.1.1 du présent CCAP et par dérogation aux articles 18.1.1 et 28.1 du CCAG Travaux, aucun nouvel ordre de service sera émis à l'issue de la période de préparation : l'ordre de service émis inclut la période de préparation et la période d'exécution de l'opération.

La période de préparation comprendra l'installation de chantier, les tests de dépose de certains ouvrages en réemploi et les travaux de pré-curage.

### **4.4.2. Programme d'exécution – Calendrier d'exécution**

#### **4.4.2.A. Calendrier d'exécution**

Le délai contractuel de l'opération est fixé à l'acte d'engagement.

Il comprend la période de préparation et le délai d'exécution.

La période de préparation commence à partir de la date fixée dans l'ordre de service transmis par le maître d'ouvrage à l'entreprise (en même temps que la notification du marché).

Le délai d'exécution commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur de commencer les travaux.

### **4.4.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

Si les conditions retenues par les dispositions du décret n° 95-543 du 4 mai 1995 sont réalisées :

#### **4.4.3.A. Plan Général de Coordination (P.G.C.S.P.S.)**

La présente opération fait l'objet d'un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé établi en application de l'article L238-6 du Code du Travail.

#### **4.4.3.B. Registre Journal de Chantier (R.J.C.) Respect des mesures de Sécurité et Protection de la Santé**

L'entrepreneur vise les observations le concernant consignées par le Coordonnateur Sécurité sur le Registre Journal de Chantier (R.J.C.) et peut éventuellement y répondre.



L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de Sécurité et de Protection de la Santé et notamment les consignes formulées par le Coordonnateur S.P.S.

En cas d'inobservation par l'entrepreneur des prescriptions ci-dessus, l'entrepreneur fera l'objet des sanctions prévues dans la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et de ses décrets d'application.

Sans préjudice des sanctions, le maître d'œuvre pourra prendre les mesures nécessaires aux frais de l'entrepreneur dans le cadre des pouvoirs conférés à lui par l'article 31-4 du C.C.A.G. travaux.

#### 4.4.4. Registre de chantier

Il est attendu la tenue d'un registre de chantier par le maître d'œuvre, qui par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, pourra ne pas être signés par les entreprises.

#### 4.4.5. Plan d'implantation des ouvrages et piquetage

Le titulaire sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, en présence du maître d'œuvre, au piquetage général des ouvrages. Il devra, pour toutes ces opérations et pour toutes les vérifications que désirerait exécuter le maître d'œuvre, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant. Les travaux de piquetage sont payés par le maître d'ouvrage sur la base du prix figurant au DPGF joint en annexe de l'acte d'engagement.

### 4.5. Etudes d'exécution

#### Plans d'exécution – spécifications techniques détaillées – étude de détail

Pour les ouvrages faisant l'objet du présent marché, les plans d'exécution, notes de calcul, spécifications techniques et études de détail seront soumis au visa du maître d'œuvre et du contrôleur technique.

Ces derniers devront les retourner à l'entrepreneur avec leurs observations éventuelles au plus tard dix (10) jours après leur réception.

### 4.6. Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier

#### 4.6.1. Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

#### 4.6.2. Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

#### 4.6.3. Application de réglementations spécifiques

Les réglementations spécifiques suivantes sont applicables :

- Le titulaire prend toutes les mesures appropriées pour que la zone dédiée à l'opération soit signalée et inaccessible à des personnes autres que celles qui, en raison de leur travail ou de leur fonction, sont amenées à y pénétrer.

Cette signalétique mentionne notamment le niveau d'empoussièrement estimé des opérations réalisées et les équipements de protection individuelle obligatoires (article R4412-112 du Code du Travail).

#### 4.6.4. Lutte contre le travail dissimulé :

En application des articles R2143-6 à R2143-14 du Code de la Commande Publique, si le maître d'ouvrage ne dispose pas des justificatifs attendus, ces derniers seront demandés par courriel au titulaire du marché qui disposera d'un délai maximum de 10 jours calendaires pour les fournir.

Passé ce délai, le maître d'ouvrage sera dans l'obligation d'exiger ces pièces après mise en demeure qui par dérogation à l'article 52-1 du CCAG Travaux pourra ne pas excéder 5 jours.

Au terme de cette procédure, si le titulaire n'a toujours pas produit ces pièces, le contrat sera automatiquement résilié.

Les surcoûts liés au remplacement du titulaire défaillant seront portés aux dépens et imputés sur les sommes restantes dues ou par ordre de recette.

#### 4.6.5. Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail

4.6.5.A. La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier sera celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

4.6.5.B. La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

4.6.5.C. Le travail devra être réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)

#### **4.7. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Les prescriptions relatives au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux sont définies au C.C.T.P.

#### **4.8. Nettoyage du chantier et gestion des déchets**

En complément des dispositions de l'article 36 du CCAG Travaux, et conformément aux dispositions de la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement, il est préconisé de réduire la production et la nocivité des déchets.

Le maître d'ouvrage a donc décidé de s'engager dans une démarche visant à réduire l'impact des déchets de chantier sur l'environnement.

A partir du 01 juillet 2002, seul le déchet "ultime" pourra être mis en stockage.

Par conséquent, chaque entreprise devra donc prévoir un tri sélectif systématique des déchets de chantier et leur élimination.

1. Chaque entrepreneur doit laisser le chantier **quotidiennement propre et libre de tous déchets** pendant l'exécution des travaux dont il est chargé,

2. **Chaque entrepreneur est responsable du tri et de l'évacuation de ses déchets.** Il lui appartiendra de prévoir, le temps de son intervention, les moyens adéquats permettant soit l'évacuation quotidienne de ses déchets à la décharge, soit la mise en place d'une benne à sa charge, si cette évacuation quotidienne lui paraît trop contraignante.

Dans tous les cas, l'entrepreneur est tenu de respecter la réglementation en vigueur (se référer, s'il existe, au plan départemental de gestion des déchets)

3. Chaque entrepreneur devra faire apparaître dans sa note méthodologique, le mode opératoire envisagé pour la gestion (tri, stockage), le traitement (évacuation, élimination) de ses déchets de chantier. Le coût inhérent à la gestion des déchets est réputé compris dans l'offre globale et forfaitaire.

4. Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

**En cas de défaillance de l'entreprise dans la gestion et le traitement de ses déchets, le maître d'ouvrage et après mise en demeure préalable qui ne pourra excéder 5 jours calendaires, fera procéder à l'enlèvement des déchets par une société spécialisée et le coût de l'opération sera déduit des situations et mémoires présentés par l'entreprise défaillante.**

Par ailleurs, en cas de récidive (non-évacuation des déchets, usage de la benne d'une autre entreprise sans son accord, non-respect des contraintes de traitement réglementaire), et **en complément de l'article 37 du CCAG Travaux**, une pénalité forfaitaire fixée à **1.500 € HT** sera imputée à l'entreprise défaillante à chaque fois que le non-respect des dispositions ci-dessus mentionnées sera constaté par le maître d'œuvre après mise en demeure par le maître d'ouvrage.

#### **4.9. Documents fournis après exécution**

Les documents à fournir après exécution, sont précisés à l'article 40 du CCAG Travaux.

En cas de non-respect des délais de remise de ces documents, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 3.2.2 du présent CCAP.

## **5. RECEPTION ET GARANTIES**

### **5.1. Contrôles et réception des travaux**

#### **5.1.1. Essais et contrôles des ouvrages**

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les normes françaises et européennes en vigueur ou par le C.C.T.P. sont assurés par l'entrepreneur à la diligence et en présence du maître d'œuvre.

#### **5.1.2. Réception**

Il est fait application de l'article 41 du CCAG Travaux.

Il est précisé que la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et qu'elle prend effet à la date de cet achèvement.

Il est rappelé que :

- L'entrepreneur avise le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés.
- Le maître d'œuvre procède, le titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai qui est de vingt jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure conformément à l'article 41.1 du CCAG Travaux

En complément des articles 41.2 et suivants du CCAG Travaux, il est précisé que la réception ne peut être prononcée qu'après remise au Maître d'œuvre :

- des pièces visées au CCTP,
- des documents techniques et administratifs nécessaires à la livraison et à l'exploitation des ouvrages tels que :
  - les fiches de contrôles et essais internes effectués pendant les travaux,
  - les attestations de conformité,

- les procès-verbaux d'essais,
- les attestations de conformité aux labels demandés pour l'opération,
- les attestations de conformité ou procès-verbaux d'essai de mise en service, délivrés par les services publics concédés,
- les attestations de conformité, pour les installations relevant des règles édictées par les compagnies d'assurances,
- les attestations de conformité ou procès-verbaux d'essai, réaction au feu, des matériels et matériaux mis en œuvre,
- un dossier provisoire d'exploitation comprenant tous les schémas, notices d'exploitation, etc., permettant l'exploitation provisoire de l'ouvrage.

et remise au coordonnateur SPS des documents indispensables à la constitution du DIUO.

#### 5.13. Pénalités pour retard dans la levée des réserves

Dans le cas où le procès-verbal contiendrait des réserves, le maître d'œuvre délivre à l'entreprise un procès-verbal de réception avec réserves.

Le maître d'œuvre fixera le délai dans lequel ces travaux devront être exécutés.

Délai qui par dérogation à l'article 41-6 du C.C.A.G. Travaux ne devra EN AUCUN CAS EXCÉDER UN (1) MOIS.

Dans le cas où les réserves ne seraient pas levées dans le délai fixé au procès-verbal, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer sans préavis une pénalité de 300 € (trois cent euros) HT par jour calendaire de retard ceci par dérogation à l'article 52-1 du CCAG- Travaux.

Le maître d'ouvrage se réserve également le droit d'une mise en demeure conformément à l'article 52-1 du C.C.A.G. Travaux.

### **5.2. Garanties contractuelles**

Le délai de garantie est d'un an pour l'ensemble des ouvrages.

Le délai de garantie de 2 ans pour bon fonctionnement.

Par dérogation à l'article 44.2. du CCAG Travaux :

- ces délais de garanties sont reconduits pour leur durée respective, à compter de la date de réception globale de l'ensemble des travaux.
- si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie, ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG Travaux, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6.

## **6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Conformément à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

## **7. RESILIATION**

### **7.1. Principes généraux**

Les dispositions de l'article 49 du CCAG Travaux sont applicables.

### **7.2. Cas de résiliation du marché**

Les dispositions de l'article 50 du CCAG Travaux sont applicables.

### **7.3. Opération de liquidation**

Les dispositions de l'article 51 du CCAG Travaux sont applicables.

### **7.4. Mesures coercitives**

Les dispositions de l'article 52 du CCAG Travaux sont applicables.

### **7.5. Ajournement et interruption des travaux**

Les dispositions de l'article 53 du CCAG Travaux sont applicables.

## **8. DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES**

Les dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux sont applicables.

Par dérogation à l'article 55.2 du CCAG Travaux, tout différend qui ne serait pas réglé après mise en œuvre des modalités définies à l'article 55.1, le Tribunal Administratif de Strasbourg sera seul compétent pour connaître le contentieux et le droit français, seul applicable.

## **9. CLAUSE DE REEXAMEN**

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

### **9.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution**

Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :
- soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

### **9.2. Remplacement du mandataire titulaire en cours d'exécution**

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement

### **9.3. Autres cas !**

En application de l'article L.2194-1 du code de la commande publique, le présent marché public pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- Des services/prestations supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Les modifications ne sont pas substantielles ;
- Les modifications sont de faible montant ;
- Transfert du marché à une nouvelle entité juridique dans le cas d'une création d'un nouvel établissement ;
- Amélioration technique ou fonctionnelle des prestations proposées par le titulaire en cours d'exécution dans le cadre de l'objet du présent contrat, et sans incidence sur le prix de ces prestations

Ces modifications feront l'objet d'un avenant ou/et d'un ordre de service modificatif.

## 10. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations apportées aux documents généraux et normes françaises homologuées sont explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. et du C.C.T.P. :

<u>Articles du CCAP dérogeant au CCAG TRAVAUX</u>	<u>Articles du CCAG travaux auquel il est dérogé par le présent CCAP</u>
1.4.1 Forme des notifications et informations	3.1.2
1.4.3. Sous-traitance	19.2.1 et 52.1
1.4.4. Ordre de service	3.8.
1.5.1 Ordre de priorité des pièces contractuelles	4
1.5.2 Pièces à remettre au titulaire. Cession ou nantissement de créances	4.2.
1.7 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	6.2
1.8 Protection de l'environnement, sécurité et santé	7.2
1.9 Assurances	8.1
2.1.2 Décomposition et sous-détails des prix	9.3.4
2.1.3 Prix fermes	9.4.2
2.2.1 Avance	10.1
2.3.1 Demandes de paiement mensuelles, Acomptes mensuels, Demande paiement final, Décompte général définitif – Solde	12.4.4
2.4 Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives	13
2.6 Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage	13
3.1.1 Fixation et prolongation des délais	18.1.1
3.2.1 Généralités sur les pénalités	19.2.1
3.2.2 Pénalités pour retard d'exécution	19.2.
4.4.1 Période de préparation	28.1 et 18.1.1
4.4.4 Registre de chantier	28.5
4.6.4 Lutte contre le travail dissimulé	52.1
5.1.3 Pénalités pour retard dans la levée des réserves	41.6 et 52.1
5.2 GARANTIES CONTRACTUELLES	44.2
8 Règlement des différends entre les parties	55.2